

Mali : souvenirs d'enfer des rescapés d'Ogossagou

Des villageois peuls tentent de fuir par crainte de nouvelles attaques, après le massacre du 23 mars

REPORTAGE

MOPTI - envoyée spéciale

Allongé sur un lit, à l'hôpital de Mopti, Ali (les noms ont été changés) ne peut plus bouger. Est-il mort ? Seule la perfusion indique que cet adolescent est encore en vie. Handicapé mental, il n'a pas été épargné, le 23 mars, lors de l'attaque du village d'Ogossagou, où 157 personnes ont été tuées selon les autorités, plus de 160 selon les organisations humanitaires. « Il s'est pris une balle qui a traversé la tête », chuchote un médecin. Comme Ali, 42 autres blessés, rescapés de l'attaque sans précédent, sont soignés dans cet hôpital du centre du Mali.

Dans la salle de déchoquage des urgences, Ramata Bocoum prend soin du seul enfant qui lui reste : Aïssata, 15 ans, le regard apeuré, une sonde sortant de son entrejambe et une balle dans le pied. Ses quatre frères, eux, ont été tués devant leur mère le 23 mars. « Je suis sortie de ma case. Les assaillants ont attrapé mes garçons. Ils ont tiré sur les deux grands et ont égorgé les deux petits », explique-t-elle, entre colère et chagrin. A quelques mètres, Abdoulaye Dicko essaie de garder l'espoir. Une semaine a passé depuis l'attaque. Il n'a toujours pas de nouvelle de sa femme et de son fils. La dernière fois qu'il les a vus, tous deux étaient encerclés de flammes, dans une des nombreuses cases incendiées par les centaines d'assaillants venus ce jour-là à Ogossagou.

Peut-être ont-ils réussi à sortir, comme son ami Moctar Diallo, assis à sa droite, dont les mains, brûlées, attestent du combat contre le feu. C'est ce qu'espère M. Dicko, qui tient à expliquer pourquoi il n'a pas pu, comme beaucoup, secourir sa famille : « Ceux qui ont cherché à secourir leurs proches blessés ont reçu des balles. [...] Quand les enfants voulaient courir, ils leur tiraient dessus. Ils tuaient tout le monde : les enfants, les femmes. »

Depuis mars 2018, ces conflits

intercommunautaires ont tué près de 600 personnes au centre du Mali. Des rivalités meurtrières qui opposent des miliciens dogon et peuls sur fond d'antagonisme foncier et qui ont été entretenues et exacerbées par la présence de groupes djihadistes dans la région. Ainsi, la katiba Macina, du prédicateur peul Amadou Koufa, affilié au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, s'est servi de ces tensions pour recruter des jeunes de la région. Très vite, l'amalgame tendant à assimiler les Peuls à des terroristes s'est répandu.

Protection d'un riche marabout

Ce n'est pas la première fois que M. Diallo fuit ces conflits. En 2018, il avait déjà dû abandonner son village et trouvé refuge à Ogossagou, comme de nombreux autres Peuls de la zone, venus chercher la protection d'un célèbre et riche marabout peul, tué lors de l'attaque. Ses voisins dogon l'avaient aidé à s'échapper avant que les miliciens n'attaquent : « Les Dogon de mon village ne font pas partie de ces groupes-là. Voilà pourquoi ils nous ont aidés », insiste-t-il.

Au centre du Mali, les civils, peuls comme dogon, sont victimes de conflits perpétrés par des groupes d'autodéfense armés qu'ils ne soutiennent pas toujours. Ils sont aussi victimes, tous deux, des groupes djihadistes qui prennent des villages entiers en otage quand ils ne les rayent pas de la carte. « En janvier, les terroristes sont venus dans mon village. Ils ont tiré sur les hommes, volé les animaux et mis le feu à nos greniers et à nos maisons. Tout a brûlé », s'inquiète encore Adam Guindo. Ce vieil homme au regard triste est le seul Dogon parmi les dizaines de Peuls venus ce 31 mars bénéficier d'une des distributions du Programme alimentaire mondial (PAM), en périphérie de Mopti. « Il n'y a pas de problèmes entre nous, s'exclame-t-il après avoir récupéré son sac de riz. On est ensemble ici, dans le même problème. »

Comme lui, après l'attaque d'Ogossagou, plus de 3 500 habitants du centre du Mali ont déserté la zone pour se réfugier dans la commune urbaine de Mopti. Depuis mars 2018, dans la région, le nombre de déplacés a été multiplié par 26, passant de 2 151 à plus de 56 000. Mais combien sont-ils encore coincés chez eux, pris au piège par des groupes armés qui ne laissent, à certains endroits, ni sortir les civils ni entrer les organisations non gouvernementales ?

Au centre du Mali, l'accès humanitaire n'a jamais été aussi entravé par des points de contrôle principalement tenus par des miliciens dogon, mais aussi par des miliciens peuls. Après le drame d'Ogossagou, le ministère de la sécurité a promis de désarmer tous ceux qui détiennent illégalement des armes, annonçant une vaste opération militaire en préparation. « Les transporteurs refusent

Depuis mars 2018, ces conflits intercommunautaires ont tué près de 600 personnes au centre du Mali

d'aller dans certaines zones pour aider les civils à s'échapper. J'ai dû fuir à pied », raconte M. Guindo. Derrière lui, la distribution de vivres se poursuit. En mars, près de 80 300 Maliens ont été assistés par le PAM dans la région de Mopti. Ils sont encore environ 175 000 à avoir besoin d'aide, tandis que moins de la moitié des besoins financiers du PAM sont assurés.

Assise sur une chaise, Aminata Bolly tremble. Cette femme de 71 ans, habitant tout près d'Ogossagou, est à bout de force. Lorsque, ce 23 mars, elle s'est réveillée, elle voyait au loin brûler le village. « J'ai appelé mon mari. Au moins cent fois. Mais il n'a jamais répondu. J'ai

su qu'il était en train de brûler. J'ai retrouvé après une partie de son corps », murmure-t-elle, les poings serrés. A l'évocation du nom du célèbre marabout peul Sékou Barra Issa, brûlé le 23 mars, M^{me} Bolly s'effondre, la main sur le cœur.

« Neuf autres attaques »

Comme elle, d'autres rescapés assurent avoir donné l'alerte aux autorités. Leur marabout était menacé depuis des mois, tant par les groupes terroristes que par la milice d'autodéfense dogon Dan Na Ambassagou, officiellement dissoute par le gouvernement le 24 mars. « Tout le monde était au courant qu'une menace pesait sur lui. Mais on minimisait. Personne ne pensait à un tel projet », admet une autorité de la région.

Selon le dernier rapport du groupe d'experts indépendants de l'ONU sur le Mali, publié en février,

ce cas n'est pas isolé : « Neuf autres attaques ont été perpétrées dans le cercle de Bankass en décembre 2018 et, [...] bien que la communauté humanitaire ait alerté très tôt le gouvernement, aucune réelle mesure n'a été prise. »

« A chaque fois que les conditions l'exigent, le gouvernement prend des mesures pour apporter des corrections, afin de voir s'améliorer les choses. Nous saluons le travail des forces armées et de sécurité. Un travail qui n'est pas du tout facile », a déclaré le ministre Amadou Koïta, porte-parole du gouvernement malien, le 29 mars, avant d'assurer que l'attaque d'Ogossagou, « acte ignoble et barbare, ne restera point impunie ». Les rescapés, eux, restent dans l'incompréhension. Car les forces de sécurité de Bankass sont arrivées dans le village au minimum trois heures après les premières alertes. Leur base n'était pourtant qu'à une quinzaine de kilomètres d'Ogossagou. ■

MORGANE LE CAM



La contestation a pris le visage de l'islam politique

Le premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, a démissionné juste avant l'examen d'une motion de censure contre son gouvernement

Les islamistes sont-ils devenus la première force de contestation politique au Mali? Peuvent-ils de prendre le pouvoir à Bamako? Les représentants de l'islam politique dans ce pays à 95 % musulman, très divers dans leurs positions, sont en tout cas devenus les plus sûrs mobilisateurs de la rue malienne.

Le 5 avril, ils étaient des milliers à converger vers la place de l'Indépendance, dans le centre de la capitale. De mémoire de Bamakois, il s'agissait d'un des rassemblements les plus massifs de ces dernières années. Les banderoles exigeaient le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta («IBK») et de son premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga. Deux semaines plus tard, jeudi 18 avril, ce dernier a démissionné, quelques heures avant l'examen par l'Assemblée nationale d'une motion de censure contre son gouvernement.

A Bamako début avril, les manifestants affirmaient aussi que «*le seul problème du Mali, c'est la France*», ou en intimant : «*Stop au génocide au Mali par la France.*» Le temps était à l'expression de la

colère plus qu'à l'introspection pour cette première manifestation après le massacre à Ogossagou, le 23 mars, d'au moins 157 personnes. Il n'en demeure pas moins que six ans après le début de l'intervention militaire française initialement saluée par les populations concernées, les drapeaux bleu-blanc-rouge ne s'affichent plus dans les rues de Bamako, Tombouctou ou Mopti, alors que les violences se sont répandues sur le territoire.

« Ne pas céder à la vengeance »

A Ogossagou, l'armée malienne comme les forces internationales – soldats français de l'opération «Barkhane» et casques bleus de la Minusma, la mission de l'ONU au Mali – se sont montrées incapables d'empêcher cette nouvelle tuerie dans le centre du pays contre la communauté peule. Une région où le jeu habile des djihadistes a su transformer les vieilles rivalités communautaires en une spirale de vendettas sanglantes.

Face au drame d'une ampleur inconnue au Mali, la voix la plus audible n'a pas émané de l'opposi-

tion politique, mais d'une personnalité religieuse : le président du Haut Conseil islamique du Mali (HCIM), Mahmoud Dicko, l'imam wahhabite de la mosquée de Badalabougou à Bamako. Depuis dix ans, il intervient très au-delà du périmètre des mosquées pour mener ses combats politiques et sociaux : blocage de la réforme du code de la famille, prises de position sur l'éducation à la sexualité des adolescents, nécessité de négociations avec les djihadistes. «*Je ne peux pas empêcher les gens de me voir comme un acteur politique, mais moi, je me considère toujours comme un leader religieux. Je n'ai aucune ambition politique*», assure-t-il. Selon M. Dicko, le but de la manifestation était de «*tirer une sonnette d'alarme, de dénoncer les crimes d'Ogossagou, d'appeler les populations peules à ne pas céder à la vengeance afin d'éviter une guerre civile, et d'appeler les dirigeants à plus de vigilance.*»

Fer de lance de la mobilisation, le chef religieux avait reçu l'appui des coalitions de l'opposition malienne, dont les militants et certains leaders sont venus grossir les rangs de la manifestation. «*La mauvaise gouvernance est au cœur de la crise malienne et notre conviction est qu'aucune victoire contre le terrorisme n'est possible sans une gouvernance vertueuse*», explique Tiébilé Dramé, l'un des porte-parole du Front pour la sauvegarde de la démocratie, qui s'est formé autour de Soumaïla Cissé, arrivé en deuxième position lors de l'élection présidentielle de 2018.

«*Depuis la dernière campagne électorale, les leaders religieux soutiennent le camp de l'alternance et leurs représentants ont pris part à toutes nos manifestations*, affirme-t-il. L'objectif [de la manifestation] était de dénoncer les massacres et l'incapacité de l'Etat malien à protéger ses citoyens. Le ministre de la sécurité lui-même a reconnu que, depuis le début de l'année, plus de 400 civils ont été tués au centre. Selon notre décompte, en 2018, 1 026 personnes, dont 697 civils, ont été tuées dans cette région. Sur l'ensemble du pays, on parle de 1 800 victimes!»

Le compagnonnage intéressé entre religieux et politiques n'est pas nouveau au Mali. Sûrement

animé du désir de minimiser la démonstration de force de ses détracteurs, le président IBK a reçu le 7 avril, au palais de Koulouba, les chefs de la Ligue des imams et érudits pour la solidarité islamique au Mali, à laquelle n'appartiennent pas les organisateurs de la manifestation. «*Que l'on ne se trompe pas d'ennemi*», a demandé le chef de l'Etat, tout en évoquant un «*cheval de Troie*» qui n'est pas nommé, «*un terrorisme qui a des alliés qu'on ne soupçonne pas*».

Le lendemain, le président a finalement élargi la rencontre à l'ensemble des dignitaires religieux, dont Mahmoud Dicko. «*Il leur a fait passer des messages d'apaisement et répété que la Minusma et la France sont là pour*

A Ogossagou, l'armée et les forces internationales ont été incapables d'empêcher cette nouvelle tuerie

nous aider», racontait alors une source à la présidence.

Pour son élection en 2013, IBK avait bénéficié du clair appui du président du HCIM et du chérif de Nioro-du-Sahel, Mohamed Ould Bouyé Haïdara. Les relations avec l'imam Dicko se sont envenimées après l'arrivée de Soumeylou Boubèye Maïga au poste de premier ministre, fin 2017, et l'arrêt, notamment sous pression française, de la «*mission de bons offices*» dont avait été chargé le religieux pour ouvrir des négociations avec Iyad Ag Ghali, le chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

Plus d'un an plus tard, l'insaisissable Iyad Ag Ghali tient toujours son rôle de figure centrale du djihad au Mali. Alors que le redéploiement de l'Etat dans le nord du pays demeure très limité, et qu'au centre l'insécurité a mené à une militarisation des communautés, l'islam peut apparaître dès lors comme le dernier dénominateur commun pour des Maliens à la recherche d'une unité perdue. ■

CYRIL BENSIMON